

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Dimitri Medvedev, Président de la Fédération de Russie, et Jose Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur les relations euro-russes, notamment concernant le conflit russo-géorgien, les questions de sécurité et l'avenir du système financier international, à Nice le 14 novembre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Le Président BARROSO et moi-même avons été très heureux d'accueillir, aujourd'hui, à Nice, le Président de la Fédération de la Russie, Dmitri MEDVEDEV, pour ce sommet entre l'Union européenne et la Russie, qui s'est tenu également en présence du Haut-représentant Javier SOLANA, de Mme Benita FERRERO-WALDNER, du ministre Bernard KOUCHNER, de Jean-Pierre JOUYET, de M. Sergueï LAVROV et d'une importante délégation russe. Nous avons eu, avec le Président MEDVEDEV et le Président BARROSO, une discussion extrêmement utile, très franche comme d'habitude et, je l'espère, positive.

Les sommets sont des occasions de parler ensemble, de parler de tous les sujets pour essayer de faire avancer la paix, la sécurité et le développement. Vous connaissez ma conviction : l'Europe et la Russie ont intérêt mutuellement à travailler ensemble. C'est l'intérêt de la Russie et c'est l'intérêt de l'Europe. Il y a l'histoire du monde où nous nous trouvons. A ce moment de l'histoire du monde, on n'a vraiment pas besoin de conflit. On n'a vraiment pas besoin d'affrontement. On n'a vraiment pas besoin de divisions. On n'a vraiment pas besoin de guerre. On a besoin de rassemblement et d'unité. C'est pour cela, qu'avec le Président BARROSO, nous avons voulu ce sommet. Nous remercions le Président MEDVEDEV d'y avoir participé.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de désaccord ? C'est absurde. Ce serait absurde, si on se rend compte, c'est justement pour parler et, quand on parle, ce n'est pas simplement des sujets d'accord, c'est aussi des questions de désaccords pour essayer de trouver les meilleurs moyens pour surmonter ces désaccords. J'aimerais, d'ailleurs, comprendre comment surmonter des désaccords si on ne se parle pas. Il y a déjà suffisamment de sources d'incompréhension dans le monde pour ne pas ajouter celles qui consisteraient à ne pas parler, à ne pas dialoguer.

Je suis heureux de ce nouveau contact avec le Président MEDVEDEV qui est un homme avec qui on peut parler. Nous avons parlé de quoi ? D'abord, bien sûr, du sujet qui a mis à mal les relations entre l'Europe et la Russie, qui est la question de la Géorgie. J'ai eu l'occasion de dire publiquement qu'à mes yeux, comme aux yeux du Président BARROSO, la Fédération de Russie a rempli une très large part des engagements qu'elle avait pris. Ce fut d'abord le cessez-le-feu, 12 août à Moscou. Ce fut ensuite le retrait, qui a été réalisé pour l'essentiel - je dis pour l'essentiel - mais c'est l'honnêteté de dire qu'il a été réalisé. C'est ce que nous avons négocié avec Javier SOLANA. Le Président BARROSO et Bernard KOUCHNER. Je crois que c'était le 12

septembre. Cela a été le déploiement des observateurs, qui a eu lieu et c'est, enfin, dans la douleur certes - mais qui pouvait penser que ce ne serait pas dans la douleur ? - le démarrage des discussions internationales de Genève. J'ai eu l'occasion de dire au Président MEDVEDEV qu'il fallait qu'il y ait des progrès s'agissant du retrait des forces russes à deux endroits particuliers en Ossétie. Je pense à la vallée d'Akhalgori en Ossétie du Sud et au village de Perevi, hors Ossétie du Sud. Nous avons donc évoqué cette question et le Président MEDVEDEV m'a dit qu'il ferait tous ses efforts pour que l'on trouve des solutions et qu'on essaie d'avancer pour qu'il n'y ait plus d'irritant, formule habituelle des diplomates, entre l'Union européenne et la Russie. C'est un premier élément.

Deuxième élément, nous avons parlé longuement de tous les problèmes de sécurité, de sécurité paneuropéenne, comme l'on dit et Javier SOLANA et Mme FERRERO-WALDNER et le Président BARROSO y ont participé. Il y a eu le discours du Président MEDVEDEV à Berlin avec un certain nombre de propositions. Il y a eu les déclarations sur le déploiement de missiles russes potentiels. J'ai indiqué au Président MEDVEDEV combien nous étions préoccupés de ces déclarations et comment il fallait qu'il n'y ait pas de déploiement dans aucune enclave tant que nous n'aurions pas discuté des nouvelles conditions géopolitiques d'une sécurité paneuropéenne. En tant que Président du Conseil européen, je propose qu'à la mi-2009, nous nous réunissions dans un cadre qui pourrait être l'OSCE pour poser les bases de ce que pourrait être la future sécurité européenne. Nous avons tous intérêt à cette sécurité sur le continent et un peu plus loin que le continent car ceci associerait les Russes, les Américains et les Européens, dans le cadre de l'OSCE à la mi-2009. Ce ne sera pas un sommet conclusif mais on pourrait poser les bases de ce que pourrait être un accord entre nous et, d'ici là, qu'on ne parle pas de déploiement de bouclier, de missiles, qui n'amène rien à la sécurité, qui complique les choses, qui les font plutôt reculer. Je crois pouvoir dire que le Président MEDVEDEV - il dira ce qu'il pense - a accueilli favorablement cette proposition. Il va de soi que c'est une proposition pour laquelle nous nous concerterons avec nos alliés américains. Il se trouve qu'il y aura un sommet de l'OTAN en avril, que ce sommet de l'OTAN se tiendra à Kehl et à Strasbourg, que ce sera une parfaite occasion pour préparer ce qui pourrait être un sommet de l'OSCE sur ces questions-là, par exemple en juin ou en juillet.

Vous voyez que dans ce sommet nous n'avons évacué aucun problème. Je voudrais également dire, sous contrôle de Javier SOLANA, que l'Europe a été très heureuse des initiatives russes pour le Haut-Karabagh, initiatives en faveur de la paix et que j'ai encouragé la Fédération de Russie puisqu'il s'agit du Caucase et puisqu'il s'agit de la paix, à s'inspirer de cette action très positive sur le Haut-Karabagh, pour traiter de la question de l'Abkhazie et de l'Ossétie avec la même ouverture et le même souci de la paix.

Nous avons également parlé du sommet de Washington puisque nous partirons après le déjeuner. Je crois pouvoir dire, là aussi, que les propositions russes techniques, financières, économiques étaient de grande qualité et qu'elles se rapprochent beaucoup des propositions européennes. Je ne dis pas qu'elles sont de qualité parce qu'elles sont proches des nôtres. Elles sont de qualité tout court. Et je suis très satisfait de voir qu'il y a une volonté de la Fédération de Russie que du sommet de Washington sortent des décisions fortes. Je le redis une nouvelle fois : cela ne doit pas être un sommet pour rien. Je le dis sans agressivité à l'égard de quiconque. Nous sommes dans le même bateau, c'est la mondialisation. La crise financière est d'une très grande gravité. Les mesures que nous avons prises ont permis de stabiliser les choses. On n'en est pas encore sorti. Mais il faut changer les choses. Il faut les changer durablement, structurellement, fortement. Ce n'est pas parce qu'il y a une accalmie qu'on peut considérer qu'on peut recommencer comme avant. Que les choses soient très claires là-dessus.

Enfin, d'autres dossiers sur les quatre domaines entre la Russie et l'Union européenne. Mais le Président BARROSO en parlera lui-même, qui tiendra un sommet de la Commission et de la Fédération de Russie au mois de janvier parce que c'est très important.

Enfin, dernier point, je reste convaincu que nous avons tout intérêt à travailler, Fédération de Russie et Europe, sur un espace économique commun qui permettrait de créer des

interdépendances qui feraient que toute forme d'affrontement serait définitivement bannie parce qu'il remettrait en cause des intérêts communs.

Je voulais vous dire aussi que, bien sûr, nous avons demandé à la Fédération de Russie d'être très ouverte dans la discussion avec les pays baltes et notamment la Lituanie qui va devoir fermer sa centrale nucléaire pour la fourniture d'énergie cet hiver. Cette demande a également été accueillie avec beaucoup d'ouverture par le Président MEDVEDEV.

Pardon d'avoir été sans doute beaucoup trop long. J'ai résumé les choses telles que je les ai vues. Le Président BARROSO et le Président MEDVEDEV vont, bien sûr, donner leur opinion. M. DMITRI MEDEVEDEV - Mesdames et Messieurs. Moi, comme invité, je dois naturellement remercier le Président français pour l'accueil chaleureux, pour la merveilleuse organisation de cette rencontre dans un lieu tellement beau et pour l'atmosphère informelle, amicale de cette rencontre. Nos négociations ont, comme toujours, été ouvertes, directes. Nous avons discuté de tous les problèmes qui nous préoccupent et c'est là, la garantie que nous pouvons arriver à des conclusions, à des solutions. Sur toutes les questions compliquées, le Président français a déjà parlé de l'ordre du jour, des questions que l'on a discutées mais je vais me permettre de commenter quelques questions. Je commence par le sujet qui nous préoccupe tous, c'est la neutralisation de l'influence négative de la crise économique globale. Juste après cette conférence de presse, pratiquement juste après - peut-être on ne nous refusera pas de nous servir le déjeuner ! - mais nous allons partir après en Amérique et nous allons discuter de ce sujet qui n'est pas facile. Et là, nos positions, avec mon collègue Nicolas, avec d'autres collègues, sont pratiquement des positions communes. Nous devons donner une réponse adéquate, complète, pas seulement les déclarations, pas seulement les photographies mais le programme d'action. Nous devons insister sur l'ordre du jour sérieux, sur des solutions sérieuses parce qu'en général, les positions de tous les Etats sont les mêmes. Les positions de la France, de l'Union européenne, de la Fédération de Russie sont très proches en ce qui concerne la crise globale. Voilà pourquoi la réforme du système financier international est une question qui a été discutée en détail et nous avons parlé des choses à faire après Washington. Naturellement, nous ne pouvons pas tout de suite signer de nouveaux accords : quel institut doit être réformé ? Ce qui reste, etc. Nous n'allons pas créer un nouveau Bretton Woods à Washington mais nous devons faire un pas important dans cette direction. Voilà pourquoi je soutiens absolument l'idée de prévoir après Washington un autre sommet, dans un avenir assez proche. Concernant ces questions, nous serons prêts à communiquer avec l'Europe. J'ai eu des consultations préalables, je me suis entretenu par téléphone avec Nicolas, avec d'autres collègues européens et nos positions sont très proches et parfois elles convergent. Nous avons l'ordre du jour commun qui est traditionnel pour ce sommet : les questions des contacts économiques, d'échanges culturels, etc. Hier, j'ai rencontré des hommes d'affaires. Nous avons bien réussi durant les dernières années. Les échanges entre l'Union européenne et la Fédération s'accroissent, ce sont des sommes énormes. La part d'échange de notre pays avec l'Union européenne est de plus de 50%, ce sont des centaines de milliards d'euros. Nous devons en tenir compte quand nous parlons de notre coopération. Et les quatre espaces communs restent les mêmes : liberté, justice, sécurité, culture, recherche, enseignement, etc. Naturellement, on ne progresse pas de façon identique dans toutes ces voies mais nous avons des possibilités de dégeler la coopération dans plusieurs secteurs. C'est important pour la Fédération de Russie et pour l'Union européenne. Il y a des problèmes non résolus dont a parlé mon collègue, Monsieur SARKOZY. Nous avons discuté de ces problèmes, nous essayons de trouver des solutions.

Un des sujets, qui n'était pas un sujet dominant, mais un des sujet était les conséquences de l'agression de la Géorgie en Ossétie du Sud. Je voudrais remercier encore une fois nos collègues européens et personnellement le Président français pour leur participation dans le règlement, dans la recherche des solutions, dans une période très difficile. Et cette coordination qui a été élaborée à ce moment démontrait qu'il n'y a pas d'alternative aux négociations directes, ouvertes. Cela n'existe pas. Les négociations de cette période ont démontré que les mécanismes de sécurité en Europe ne sont pas parfaits. Voilà pourquoi nous sommes revenus à cette idée de

l'unité globale. Je vois que cette idée commence à plaire à un nombre croissant d'élus de l'Union européenne. En ce qui concerne la participation de toutes les parties à cet espace paneuropéen de sécurité, ce serait le principe de travail pour l'avenir, des règles pour l'avenir. Nous avons parlé du sommet de l'OSCE. J'ai formulé cette idée il y a quelque temps et je voudrais remercier le Président français pour le soutien de cette idée. Nous avons dit qu'on pourrait le faire pas seulement vers la fin de 2009 mais à la mi-2009. Il faut que l'OTAN et l'Union européenne, la CEI et les autres organisations puissent se réunir et discuter de toutes ces questions. Dans ce contexte, je suis absolument d'accord avec le fait qu'avant la signature d'un accord spécial global sur la sécurité, nous devons nous abstenir tous de mesures unilatérales qui influenceraient cette sécurité. La Russie n'a jamais pris des décisions unilatérales. Toutes les décisions que nous avons préparées, y compris les décisions dont je parlais récemment, c'est la réaction sur les mesures de quelques Etats européens qui, sans consulter personne, se sont mis d'accord pour déployer des moyens dans leur territoire. Mais si vous êtes prêts à coopérer, alors il faut le faire. Et l'Union européenne peut jouer un rôle coordinateur très constructif. Nous avons discuté d'autres questions de l'ordre du jour traditionnel. Elles ne sont pas trop nombreuses en ce qui concerne les 3 espaces communs et je crois que l'on pourrait continuer cette discussion à Moscou très prochainement et notre collègue BARROSO pourrait en parler.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Vous le savez très bien, la Commission a soutenu, en fait elle a proposé la continuation des négociations entre l'Union européenne et la Russie. Nous pensons que ces relations doivent être renforcées dans le cadre de la notion d'interdépendance positive. C'est pourquoi je suis particulièrement satisfait des résultats de ce sommet tellement important. Le Président SARKOZY et le Président MEDVEDEV ont déjà mis en relief les principales questions. Permettez-moi simplement de souligner une ou deux, notamment en matière économique car j'ai passé en revue l'évolution de nos rapports économiques qui est vraiment impressionnante. Nous soutenons l'entrée de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce. Nous saluons les propos du Président MEDVEDEV en ce qui concerne l'évolution de l'économie russe, précisément son intention d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce. Nous pensons que c'est aussi très important d'approfondir notre dialogue en matière d'énergie. Nous avons approuvé récemment une stratégie de sécurité énergétique et nous voulons coopérer avec la Russie dans ce domaine, et précisément, je crois que ce sommet nous a permis de clarifier certains principes importants dans cette matière.

La question politique fondamentale est la suivante pour l'avenir entre la Russie et l'Union européenne : cet avenir doit se faire par l'économie, pas par les missiles. Cet avenir doit se faire par les échanges et le dialogue, pas les démonstrations de force. Par le partenariat et le multilatéralisme, pas l'unilatéralisme. Par l'engagement et le leadership dans les questions globales, notamment la crise financière et là nous avons aussi parlé de cette crise financière et nous saluons l'engagement de la Russie et du Président MEDVEDEV dans la recherche aussi des solutions globales pour les questions globales. Nous voulons travailler aussi avec la Russie dans des questions comme la lutte contre le changement climatique. C'est une question tellement associée à notre dossier énergétique.

J'ai évoqué quelques questions concrètes sur le plan économique. Par exemple, j'ai salué la décision russe de remettre à plus tard l'augmentation des droits d'exportation de certains produits de la forêt. C'est très important pour certains de nos états membres. Je crois que l'on devrait trouver une solution définitive. Nous avons aussi parlé du besoin d'assurer le transport de l'énergie entre la Russie et l'Union européenne. Le Président SARKOZY l'a dit : nous avons évoqué le problème spécifique de la Lituanie, tout en enregistrant qu'il y a des progrès en terme d'accès européen au réseau russe d'énergie. Nous croyons qu'il faut établir un cadre plus renforcé, plus consolidé, aussi dans le domaine énergétique.

Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a de très très vastes rapports économiques, commerciaux, d'investissements entre la Russie et l'Union européenne et c'est précisément pour cette raison que j'ai annoncé que nous pourrions répondre favorablement à l'invitation qui m'a été faite par le Premier ministre russe, M. POUTINE pour que l'on puisse rétablir des contacts d'exécutif à exécutif. donc le gouvernement de la Fédération russe et la Commission européenne. Nous

...), dans le gouvernement de la Fédération russe et la Commission européenne. Nous sommes prêts au début de l'année prochaine à aller à Moscou et je remercie aussi le Président MEDVEDEV de son invitation pour que, encore une fois, je puisse rencontrer le Président de la Fédération russe à cette occasion.

Il y a là un travail immense à faire, parfois sur des questions techniques assez concrètes qui sont des questions difficiles mais je vois, je le dis très sincèrement, je vois qu'il y a, des deux parties, une volonté de trouver des solutions pour créer et renforcer cette notion d'interdépendance positive entre la Russie et l'Union européenne.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, comme l'a rappelé Dmitri MEDVEDEV, nous devons partir à Washington assez rapidement et j'ai cru comprendre que le Président russe tenait à son déjeuner, donc je vous propose quatre questions, peut être deux de la presse européenne et deux de la presse russe.

QUESTION - La télévision russe NTV. La question aux trois présidents, c'est le premier sommet après les événements au Caucase du nord et M. MEDVEDEV a parlé du rôle de la France et de l'Union européenne dans le règlement de ce conflit et, en Russie, vous avez dit, M. SARKOZY, M. le Président vous ne voyez pas d'Europe et la Commission européenne, à ce qui paraît, serait prête à approfondir les relations avec la Russie. Es-ce que vous avez parlé concrètement d'un nouvel accord entre la Russie et l'Union européenne ? Est-ce qu'il y a le feu vert et quand pourrait-on attendre sa signature ?

M. JOSE MANUEL BARROSO - On vient de décider de continuer les négociations. Je ne peux pas m'engager à ce stade avec la date et une signature. C'est un accord d'une importance stratégique. Nous le considérons stratégique pour l'Union européenne et je crois la Russie en pense de même pour la Russie. C'est extrêmement complexe par l'ampleur des domaines que nous allons voir. La Commission a maintenant un mandat pour négocier au nom de toute l'Union européenne cet accord et nous y mettrons notre meilleur effort. Je suis convaincu que, s'il y a la bonne volonté des deux parties, on pourra faire des progrès importants dans cet accord de partenariat entre la Russie et l'Union européenne.

M. DMITRI MEDVEDEV - Je pourrais ajouter juste quelques mots parce qu'effectivement nous avons vu une pause dans le travail sur ce document. Nous n'étions pas partisans de cette pause. Voilà pourquoi on a pu la traverser. Je suis convaincu qu'on va commercer très prochainement les négociations sur ce document. Nous croyons qu'il doit être rempli, bien rempli et, d'autre part, il doit être très strict dans sa structure qui va donner des cadres de travail pour les années à venir. Quand on va terminer ce travail ? Je ne sais pas mais j'espère dans un avenir assez proche. De toute façon, nous avons un document sur la base duquel nous travaillons. Nous allons aller vers le nouveau document au plus vite et nous sommes prêts à bosser pour ce document.

LE PRESIDENT - Il n'y a jamais eu de suspension, il y a eu un report. Pourquoi y a-t-il eu un report ? Parce qu'il y a eu un désaccord fort. Nous ne sommes pas d'accord avec la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie, c'est un point. A partir de ce moment là comment on surmonte ce désaccord ? Pour les uns, il faut arrêter de parler. Pour nous il faut dialoguer et, par le dialogue, on a obtenu le cessez-le-feu, le retrait. Il y a encore des demandes qu'au nom de l'Europe j'ai présentées. Je ne vois pas comment on peut présenter d'ailleurs ces demandes si on ne se voit pas pour discuter. Mais de suspension, il n'y en a jamais eu, car si il y avait eu une suspension, il aurait fallu qu'elle soit prise à l'unanimité pour reprendre. C'est la raison pour laquelle, avec José-Manuel BARROSO, on a proposé le report. Voilà très exactement ce que nous avons fait. Pardon, cela peu paraître un peu jésuite, un peu juridique, mais ça a un sens. Parce que moi, j'ai toujours pensé qu'il fallait maintenir le fil du dialogue et que le dialogue n'était pas une preuve de faiblesse. Ce sont les gens convaincus qui dialoguent et qui ont le courage de dialoguer et comment peut-on arrêter une guerre si on ne dialogue pas ? Et voilà pourquoi nous avons conduit cette opération. Reste ce désaccord. Les Russes ont reconnu l'indépendance de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Nous ne la reconnaissons pas car nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de la Géorgie et nous parlons de la façon dont nous devons surmonter cela, voilà. Tous ceux qui me disaient : « il ne fallait pas venir, il ne fallait pas discuter, ce n'est pas comme cela que l'on résout des problèmes ». De toute manière, la

Russie et l'Union européenne - je le rappelle - sont voisins géographiquement et les pays qui changent d'adresse, c'est assez rare.

M. DMITRI MEDVEDEV - Effectivement. Cela peut paraître paradoxal.

QUESTION - C'est une question communautaire élaborée à plusieurs. C'est une sorte de kolkhoze que nous avons créé pour poser une question unique.

LE PRESIDENT - Kolkhoze. C'est une Union européenne des journalistes.

INTERVENANT - Exactement.

QUESTION - Donc, la suspension des négociations - c'est une question qui s'adresse à vous Monsieur le Président - la suspension des négociations de l'accord de partenariat était la seule arme dont disposait l'Union européenne face à la Russie pour obtenir un retour à la normale dans le Caucase. Est-ce qu'en reprenant les négociations, est-ce que l'on n'enterre pas définitivement, à Nice, le principe de l'intégrité territoriale de la Géorgie ?

Question à M. MEDVEDEV : est-ce que vous êtes prêt, un jour, à reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie ou est-ce que c'est une question qui ne se pose pas ?

LE PRESIDENT - Permettez-moi de dire que, s'agissant du rôle de l'Union européenne sur l'affaire de la guerre entre la Fédération de Russie et la Géorgie, heureusement que nous ne nous sommes pas contentés de suspendre ou de reporter, que nous y avons été tout de suite. Parce que s'il y a bien eu une partie qui a été un facteur de paix, je remercie Dmitri MEDVEDEV de l'avoir dit, c'est l'Union européenne. Au moins cela est un point d'accord du côté géorgien comme du côté russe. En tant que président du Conseil, je n'ai jamais agité la menace militaire pendant, à la différence d'autres. Je ne suis pas sûr que ce soit la menace militaire qui aurait fait progresser les choses. J'ai toujours dit qu'il fallait dialoguer et que l'Europe, avait, au coeur de ses convictions, la paix. L'Europe a essayé d'être un facteur de paix entre la Géorgie et la Fédération de Russie. Pardon, c'est l'Europe qui l'a obtenu, c'est une grande nouveauté et ce n'était pas si simple.

Ce n'est pas parce que l'on est naïfs que l'on fait cela, c'est, au contraire, parce que l'on était très déterminés, premier point. Deuxième point. Permettez-moi de vous dire que le problème de l'Ossétie, le problème de l'Abkhazie n'a pas commencé le 8 août 2008. Je voudrais le rappeler, puisqu'il y a des délibérations des Nations unies sur l'Ossétie et sur l'Abkhazie. Il y avait même des soldats russes sur mandat des Nations Unies en Ossétie avant que ne commencent les événements. Je voudrais quand même rappeler les choses. Troisièmement, je n'ai jamais été ambigu, pas plus que M. BARROSO là-dessus. M. MEDVEDEV, M. LAVROV peuvent en porter témoignage. J'ai toujours défendu l'idée de l'intégrité territoriale de la Géorgie et de la non reconnaissance de l'Ossétie et de l'Abkhazie. Quatrièmement, j'ai dit que la Fédération de Russie avait rempli la plupart de ses engagements. Je l'ai dit, M. QUATREMER, pour une raison simple : c'est que si l'on veut être un facteur de paix, il faut être un interlocuteur de bonne foi et honnête, honnête entre les deux parties, pour avoir la confiance des deux parties. C'est la vérité que de le dire, y compris sur la participation russe aux discussions de Genève. Si le problème ne se posait pas, pourquoi les Russes y participeraient-ils, comme M. MEDVEDEV s'y était engagé le 12 septembre ? Cela a été d'ailleurs une fameuse discussion. Cela n'enterre rien du tout. Il y a un désaccord, ce désaccord est là, il faut que l'on trouve les moyens de le résoudre. Mais moi, je pense que quand il y a un désaccord, il vaut mieux que l'on en parle et qu'on en discute. J'ai vu le Président géorgien. Je lui ai expliqué quelle était la stratégie de l'Europe. Il me semble que, lui aussi, il comprend. Parce qu'entre la stratégie de certains des amis de la Géorgie et l'Union européenne, je pense que la stratégie de l'Union européenne, voyez-vous, était plus efficace et qu'elle a apporté davantage. Vous qui suivez bien les choses, vous le savez parfaitement bien. Les agitations dans une mer proche avec des navires militaires, je ne vois pas ce que cela a amené.

On peut continuer entre l'Europe et la Russie à se menacer de boucliers, de missiles de marines, etc. Cela n'amènera rien à la Russie, cela n'amènera rien à la Géorgie et cela n'amènera rien à l'Europe. Ce n'est pas notre conception des choses. Je suis tout à fait prêt à rendre des comptes là-dessus. Il me semble d'ailleurs être soutenu par l'immense majorité des Etats européens. Si

L'Europe n'avait pas été présente au moment du déclenchement des hostilités... Je rappelle d'ailleurs que, dans la décision européenne, nous avons parlé de réaction disproportionnée de la Russie. Mais les mots ont un sens, je m'en suis expliqué avec M. MEDVEDEV. Réaction. Cela voulait dire qu'il y avait une action préalable, le mot réaction. Ce mot réaction a été adopté par les 27 à l'unanimité, M. QUATREMER. Disproportionnée c'est toujours ce que j'ai pensé. Je l'ai dit au Président de la Fédération de Russie. Je crois que l'on a été, M. BARROSO et moi-même, parfaitement honnêtes dans cette affaire. Je n'ai pas changé de conviction. On a essayé d'obtenir des résultats. Mais si vous perdez la confiance de l'un des protagonistes, comment vous êtes un facteur de paix ?

Je maintiens qu'il fallait faire ce sommet. Je ne le regrette nullement. Je maintiens que la Fédération de Russie a tenu la plupart de ses engagements. Ce qui me permet de vous dire qu'il y en a encore à tenir et qu'il faut progresser.

C'est comme cela que l'on fait la paix. Je pense que les rodomontades, les menaces n'amènent rien à personne, surtout dans cette partie du monde. Cela m'a fait bien plaisir que vous me posiez cette question collective.

M. DMITRI MEDVEDEV - Moi aussi je vais répondre. Je vais dire trois choses seulement. La Russie reconnaît absolument l'intégrité territoriale de la Géorgie compte-tenu de la reconnaissance comme sujet de droit international de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.

D'autre part, je crois que le plan MEDVEDEV-SARKOZY a été mis en oeuvre complètement. Je voudrais remercier pour ceci mes collègues européens.

Troisième chose : nous sommes prêts à continuer dans l'esprit constructif la discussion de toutes les questions concernant le Caucase. Nous allons le faire. Nous sommes prêts à discuter ceci directement durant toutes nos rencontres, les yeux dans les yeux, malgré le fait qu'après on voit parfois apparaître des détails qui n'avaient pas eu lieu. Mais la Russie va continuer à travailler avec ses partenaires. Merci.

QUESTION - Il y a eu le briefing de vos aides et l'on a dit que tout va dépendre des négociations de Genève, de la rencontre des délégations sur l'Abkhazie et l'Ossétie. Mais comment jugez-vous ces événements d'août ? Il y a eu une version que les troupes russes voulaient entrer à Tbilissi et il y a des observateurs de l'OSCE qui ont dit, qui ont prévenu de l'agression géorgienne mais personne ne les a entendus et actuellement la presse occidentale dit que dans les briefings fermés, on dit que c'est la Géorgie qui a porté le premier coup. C'est la question aux deux présidents.

M. DMITRI MEDVEDEV - En ce qui concerne le système de coordonnées, il est très facile de répondre. Nous sommes toujours dans le même système de coordonnées. Nous passons les mêmes idées que nous avons eues avant le mois d'août et après. Nous avons toujours voulu que le problème du Caucase, en ce qui concerne les relations entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie soient résolus par la voie pacifique. Malheureusement, le 8 août, ce système de coordonnées a été renversé unilatéralement par le régime de Tbilissi. Il y a eu la réaction de la Russie. Nous étions amenés à défendre la vie des gens et il fallait tout simplement défendre le droit à l'existence des ethnies et pour prévenir la catastrophe humanitaire.

Notre intervention était compacte et indispensable. Nous avons réagi sur la base des normes de droit international, y compris la charte de l'ONU et le droit à la défense. Après ces événements, nous étions forcés de reconnaître de nouveaux sujets du droit international et nous tenons toujours cette position. Je peux le répéter encore une fois et cette décision est finale. Ce n'est pas une possibilité pour des jeux et nous allons construire une relation avec ces nouveaux sujets de droit international.

En ce qui concerne nos relations avec l'Union européenne et mes relations personnelles avec le Président français, je crois que l'Union européenne a joué un rôle constructif au moment nécessaire. Il est intervenu durant ce conflit, il a eu des fonctions de paix et il a aidé à restaurer la situation de droit.

Mais même notre première rencontre avec mon collègue Nicolas SARKOZY avait eu lieu après que j'ai pris la décision de stopper notre intervention. Vous connaissez les résultats et le règlement qui existe

reglement qui existe.

Je voudrais répéter encore une fois dans cette salle que nous sommes contents de ces négociations et je crois que tous les points du plan MEDVEDEV-SARKOZY ont été mis en oeuvre, réalisés, merci.

LE PRESIDENT - Le déroulement de cette guerre, même si j'ai vu dans la presse américaine, à la une d'un grand journal, le résultat d'une enquête indépendante, sans ambiguïté sur l'analyse des causes du conflit, ce n'est pas à moi, je ne suis pas historien, ce n'est pas à moi de le refaire. Ce qui compte, c'est maintenant que l'on trouve une, des solutions.

D'abord, il y a des points sur lesquels l'Europe est très attachée à obtenir satisfaction. Je l'ai dit : la Vallée d'Akhalgori, Perevi, la mission des observateurs. On a encore du travail à faire.

Et puis, après, il faut que les discussions internationales se poursuivent de la façon la plus apaisée possible. On ne règle pas les choses dans le Caucase comme dans aucune région par la force. On les règle par la politique, par le dialogue, par la diplomatie.

Voilà quelle est notre position. J'ajoute que ceux qui me disent qu'il ne fallait pas se voir, ce sont sans doute les mêmes qui ne voulaient pas que l'on y aille. Quand Bernard KOUCHNER, je le remercie, est parti le premier et que moi j'ai décidé de me rendre à Moscou avec, la première fois j'étais avec Bernard et que l'on a décidé avec M. BARROSO, je me souviens très bien de l'appel d'un certain nombre de chefs d'Etat prestigieux qui me disaient qu'il ne fallait pas y aller. Et même me disent qu'il ne fallait pas tenir le sommet. Il ne fallait pas y aller, il ne fallait pas négocier, il ne fallait pas dialoguer, il ne fallait pas tenir le sommet.

Je vous rappelle que les militaires russes étaient à l'époque à 40 kms de Tbilissi. Et que l'analyse de tout le monde était que c'était direction Tbilissi. Valait-il mieux dialoguer ou ne rien faire ? Ce sont les mêmes qui me disent qu'il ne fallait pas tenir le sommet.

Permettez-moi de vous dire que je ne regrette pas de tenir le sommet. On discute, voilà. Et quand on a des problèmes, on en discute. On échange. Les gens qui discutent, encore une fois, ce ne sont pas des gens qui sont faibles. Ce sont, au contraire, des gens qui sont forts. On voit ce que cela amène dans le monde de ne pas discuter, de ne pas réfléchir, de ne pas se parler. On se retrouve dans des situations inextricables.

Bien sûr que la situation est difficile dans le Caucase mais elle n'est pas difficile depuis le 8 août, permettez-moi de vous le dire. Cela fait un peu plus longtemps.

La question est : est-ce que l'Europe veut jouer un rôle ou est-ce qu'elle ne veut pas jouer un rôle ? Si elle veut jouer un rôle, elle doit dialoguer. Elle doit prendre des initiatives, elle doit affirmer des convictions. Et c'est ce qu'elle a fait. Si elle ne veut pas jouer un rôle, il n'y a qu'à laisser les gens se parler au dessus d'un océan, pour ne pas se comprendre.

L'Europe existe politiquement, l'Europe est présente, l'Europe joue son rôle, c'était son devoir.

Pour cela, il faut prendre des risques. En l'occurrence, j'estime que ce que l'on a fait avec le Président BARROSO, il fallait le faire. Je ne le regrette nullement même si je vois l'étendue de ce qu'il reste à faire comme travail. Je le dis sans concession, sans faiblesse, sans avoir l'impression de perdre mes convictions. Je pense que le Président MEDVEDEV est exactement dans le même état d'esprit.

Une dernière question ?

QUESTION - Une question pour le Président du Conseil européen : vous nous avez annoncé hier que vous alliez rencontrer le Dalaï Lama le 6 décembre en Pologne. Les Chinois ont immédiatement réagi en disant que cela constituait un problème pour la relation franco-chinoise. Est-ce que vous estimez, vous aussi, que c'est un problème et est-ce que vous allez vous en entretenir avec le Président HU Jintao à Washington dès ce week-end ?

LE PRESIDENT - Si c'est un problème, ce serait l'occasion d'un dialogue de plus. Même jurisprudence. Vous savez moi, Monsieur, j'essaye de faire ce que je dis. Parce que je crois à ce que je fais. J'ai fait suffisamment pour la compréhension des uns comme des autres. J'étais ravi d'être à Pékin l'autre jour avec le Président BARROSO. Je pense que la décision chinoise de relancer, comme ils l'ont décidé, est une décision extrêmement importante. Je pense qu'on a besoin de la Chine pour régler les affaires du monde. Je suis ravi d'aller en Pologne et vous verrez, il y aura d'autres rendez-vous que celui-ci, d'autres décisions que j'annoncerai en Pologne

puisque nous avons bien avancé sur un sujet ô combien difficile qui est le paquet énergie-climat, avec le Premier ministre polonais. Pardon, c'est aussi un sujet qui fait que je dois me déplacer. C'est un sujet extrêmement important. Nous avons parlé en détails avec le Premier ministre polonais et je rencontrerai d'ailleurs en Pologne d'autres chefs de Gouvernement européens pour parler de ces questions. J'aurai un agenda chargé. En plus, c'est le 6 décembre, le jour de ma fête. J'espère que vous n'oublierez pas.

Mesdames et Messieurs, merci.

Je voudrais remercier Christian ESTROSI, le Maire de Nice pour son accueil également, et lui dire combien on est heureux d'être dans sa ville.